

Le pouvoir aux travailleurs

13 mars 2007

N° 131

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LE COMPROMIS DU DIALOGUE DIRECT DE OUAGA, PEUT-IL SORTIR LE PAYS DU GOUFFRE?	2 - 3
- PREFORUM SOCIAL: GOUVERNEMENT, PATRONS ET RESPONSABLES SYNDICAUX D'ACCORD POUR NE RIEN CÉDER AUX TRAVAILLEURS	4
- CONFLIT FONCIER ENTRE AUTOCHTONES DANS LA RÉGION DE DABOU	- 5
- UN CRIME A METTRE SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE DE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE	5 - 6
- CECOS: UNITÉ DE SÉCURITÉ OU RAMASSIS DE CRIMINELS?	6
- LA CIE TUE À KOUMASSI CAMPMENT	7
- VIVE LA LUTTE DES POSTIERS	7 - 8
- APRES LES DÉCHETS TOXIQUES, LE PRÉSIDENT FAIT UN ARRANGEMENT SUR LE DOS DES VICTIMES	8 - 9
- LE SCANDALE DES MAL-LOGES A ABIDJAN	9 - 10
- GBAGBO SE MOQUE DES TRAVAILLEURS	10
- VAGUES DE GRÈVES DANS L'ENSEIGNEMENT	10 - 11
- IL Y A 50 ANS, LE GHANA DE KWAME NKRUMAH ACCÉDAIT A L'INDÉPENDANCE	12 - 14

**LE COMPROMIS DU DIALOGUE DIRECT DE OUAGA,
PEUT-IL SORTIR LE PAYS DU GOUFFRE ?**

Le 4 mars dernier, les deux principaux protagonistes de la crise ivoirienne ont parafé un accord à Ouagadougou. Cet accord est survenu après un mois de tractations parrainées par le président burkinabé.

C'est suite à la proposition de Gbagbo, de vouloir discuter directement avec sa rébellion armée qui occupe le nord du pays depuis septembre 2002, que se sont tenues pendant un mois les discussions entre le clan présidentiel et celui de la rébellion. Ces discussions ont abouti à la signature d'un accord appelé « accord de Ouagadougou » composé de 8 points : Identification générale des populations ; processus électoral ; création d'un cadre institutionnel ; consolidation de la réconciliation etc.. Pour le moment il est approuvé par la classe politique dans son ensemble ou presque et endossé par la CEDEAO et l'Union Africaine.

Quant aux deux protagonistes et leur entourage, ils crient sur tous les toits que c'est cet accord qui sortira le pays du gouffre dans lequel ils l'on plongé depuis près de 5 ans. Mais en quoi réellement cet accord est-il différent des précédents, au nombre de 12, signés depuis le début de cette crise armée ? En effet, rien de particulier. Cet accord a repris tous les points essentiels des autres accords depuis Marcoussis en passant par Accra et Pretoria jusqu'aux deux dernières résolutions.

Le point V, présenté comme une innovation fait état de la « création d'un cadre institutionnel d'exécution ». Cela se traduirait par la formation d'un nouveau gouvernement dans lequel les Allassane et Bédié (ou leurs seconds couteaux) vont être associés à la gestion du pouvoir. Ils occuperaient éventuellement des postes subalternes, pendant que les postes clés seraient aux mains du FPI et des Forces Nouvelles.

Ensuite il y a le point VI qui parle des « mesures visant à consolider la réconciliation nationale, la paix et la libre circulation des personnes et des bien », c'est à dire la mesure visant la suppression de la « zone de confiance ».

Si cet accord est entériné par l'ONU, la résolution 1721 deviendrait caduque et par conséquent Gbagbo n'aurait plus à partager le pouvoir exécutif avec Banny comme c'est le cas actuellement.

Les principales prérogatives relèveraient de son autorité y compris les institutions et le processus électoral. La haute main sur l'organisation des élections le mettrait en bonne position pour les remporter. Gbagbo et ses partisans présentent le nouvel accord comme une victoire sur la « communauté internationale ». Ils se vantent d'avoir pu trouver une issue à la crise alors que les grandes puissances faisaient preuve d'une certaine impuissance à trouver une solution. Ils présentent celles-ci et particulièrement la France comme ayant été opposées à la réconciliation et la réunification du pays sous l'égide de Gbagbo. En réalité cela relève de la propagande bon marché car avec Gbagbo ou avec un autre, ce qui compte pour les grandes puissances, c'est le retour à la paix et à la stabilité dans cette région pour que les affaires reprennent comme avant.

Deuxièmement, quant à Soro Guillaume qui crie sur tous les toits qu'il « sera un premier ministre difficile à manipuler », cet accord lui permet tout simplement d'arriver à la mangeoire. Il pourra demain, en tant que premier ministre ou même s'il ne l'est pas, placer plus de gens de son entourage à des postes juteux. C'est depuis longtemps qu'ils ont renoncé à leur soi-disant lutte contre la ségrégation dont sont victimes les personnes originaires du Nord, raison pour laquelle ils ont pris les armes, selon eux. La perspective actuelle de pouvoir être associés à l'exercice du pouvoir central et accéder à l'enrichissement personnel semble constituer un argument de poids sur leur virage actuel.

Toutes ces tractations permettent aux deux camps de gagner du temps et être toujours aux commandes des affaires dans leur zone respective. Aujourd'hui, chacun dirige un territoire qui lui permet d'en tirer privilège impunément et, rien de leur point de vue ne les oblige à précipiter les choses s'il y a un quelconque risque à retourner à la situation d'avant la crise.

Mais pour le moment, tout semble baigner dans l'huile, en théorie du moins. Rien ne dit que dans son application, à part le partage des postes pour la mangeoire, ils s'accorderont sur les autres points. Le passé a montré leur roublardise, l'avenir montrera s'ils sont capables d'un minimum de responsabilité par rapport à leurs propres engagements sur le papier.

**PREFORUM SOCIAL : GOUVERNEMENT, PATRONS ET RESPONSABLES
SYNDICAUX D'ACCORD POUR NE RIEN CEDER AUX TRAVAILLEURS**

Le « pré forum social » a refermé ses portes. Les différents représentants du pouvoir à commencer par le ministre de la fonction publique, les représentants du patronat et les responsables syndicaux ont fait part des résultats de leurs travaux au chef de l'Etat.

Lorsque le Premier ministre avait annoncé la tenue de cette concertation tripartite, cela avait suscité un peu d'espoir du côté des travailleurs après de longues années de détérioration de leurs conditions de vie. En effet, comme le stipulait le communiqué du gouvernement : « l'objet de ce pré forum sera de procéder à un examen aussi bien des revendications des travailleurs que des préoccupations des employeurs... visant à améliorer les conditions de vie et de travail des fonctionnaires et des agents du secteur privé... ». Voilà qui était bien dit. Mais comme on pouvait s'y attendre, cette montagne de promesse n'a fait qu'accoucher d'une souris. Pire, le président n'a pas trouvé mieux que de menacer les travailleurs qui font la grève en les traitant de : « les ennemis de la paix et donc de la république ».

Quant à son ministre de la fonction publique il a annoncé une période de « trêve sociale » pour début avril sous prétexte de « pays en

crise ». Cela signifie que les revendications déboucheront sur une fin de non recevoir jusqu'à la fin de la guerre. Tout cela, parce que disent t-ils « le pays est en crise » et qu'il faudra attendre la fin de la guerre pour revendiquer quoi que ce soit.

Pourtant, tous les prix des produits de première nécessité ne cessent de grimper. Pour mémoire, la baguette de pain coûtait 70 F en 1994. Elle coûte aujourd'hui 150 francs soit une augmentation 111,5%. Le sac de riz de 14.000 F il y a peu, vient de passer à 15.000 F et c'est ainsi pour toutes les denrées. Le loyer, le transport, l'électricité, l'eau courante, le Gaz, etc. ont augmenté de façon vertigineuse sans que le gouvernement ne songe à intervenir pour les ralentir.

Cela montre bien au delà des discours, vers quel côté penche le cœur des hommes au pouvoir.

Les travailleurs qui luttent ont raison. Les mains croisées, ils ne peuvent attendre ni de l'Etat, ni à plus forte raison du patronat, un quelconque changement en leur faveur.

C'est par la lutte, sur les lieux du travail et pourquoi pas dans la rue qu'ils peuvent imposer et peut-être obtenir un minimum de mesures en leur faveur.

L E U R S O C I E T E

CONFLIT FONCIER ENTRE AUTOCHTONES DANS LA REGION DE DABOU

Le 28 février, deux villages voisins de la région de Dabou, Akradio et Orbaff sont entrés en lutte sanglante pour le contrôle d'une parcelle de terre arable. En effet depuis plus de cinq ans, un problème foncier oppose la population de ces deux villages. Ceci avait suscité de vives tensions. N'ayant pas trouvé de solution dans le cadre du règlement traditionnel, le problème fut porté devant les tribunaux de Dabou. Au tribunal, les juges ont donné leur verdict en faveur des populations d'Akradio. C'est le même verdict qu'avait donné les notables de la région. Mais une fois de plus le village d'Orbaff a rejeté cette solution.

Quelques années plus tard, un couple du village d'Orbaff exploite cette même portion. Surpris par les jeunes d'Akradio, ce couple fut bastonné. La nouvelle fut alors répandue. Du coup les jeunes d'Orbaff se mobilisent pour se rendre à Akradio

pour venger ce couple. Ainsi la bagarre engagée, les deux populations se sont tailladées à la machette. Au total il y a eu dix-huit blessés.

Ces problèmes de terre ne sont pas propres à une seule région du pays. C'est un problème sérieux et récurrent qui ne cesse de faire couler beaucoup de sang à travers tout le pays. A l'ouest, dans la région de Duékoué, il y a conflit foncier opposant Guéré et Baoulé. A l'est, dans la région d'Agnibilékro, il y a conflit foncier entre Agni et Abron. Au sud, dans la région de Tabou, ce même conflit a opposé les Burkinabés aux autochtones. Les cultivateurs s'affrontent tantôt entre Ivoiriens tantôt entre Ivoiriens et non Ivoiriens.

Les autorités n'ignorent pas ce problème, mais elles laissent s'envenimer la situation au détriment, la plupart du temps, des plus faibles.

UN CRIME A METTRE SUR LE COMPTE DE LA BARBARIE DE LA SOCIETE ACTUELLE

Le 10 mars dernier, à Debrimou dans la sous préfecture de Dabou, une femme d'une cinquantaine d'années accusée d'avoir tué son neveu en sorcellerie a été égorgée.

En effet, c'est un féticheur de ce village qui auparavant avait annoncé qu'un certain nombre de cadres allaient mourir. Il avait désigné des personnes qu'il accusait d'être des sorciers dont cette dame. Quelque temps plus tard, le neveu de la dame

décède. Sans autre forme de procès ni vérifier de quelle maladie il souffrait, la population s'attaqua à cette femme. C'est ainsi que nuitamment des gens furent commis pour l'abattre.

Le journaliste qui rapporte les faits n'a pas profité de l'occasion pour condamner ces pseudo dénonciations de sorciers qui tiennent plus à des inimitiés qu'à toute autre chose. D'ailleurs, il ne se passe pas de jour sans que certains journaux qui en ont fait une spécialité ne viennent fustiger

L E U R S O C I E T E

le comportement de prétendus sorciers en les dépeignant sous des traits monstrueux, entretenant de la sorte un imaginaire populaire qui trouve là de quoi se nourrir.

C'est le cas aussi de certaines églises qui en ont fait leurs fonds de commerce. On voit partout des affiches qui appellent à des séances de « délivrance ». Les difficultés de la vie font que beaucoup de personnes sont sensibles à ce genre de discours.

Ce crime est révoltant et indigne d'une société qui se dit moderne. Mais comment s'en étonner ? La population est maintenue dans un tel état de misère matérielle et d'ignorance que cela engendre à son tour une misère morale, un développement des idées obscurantistes et rétrogrades. L'Etat, à travers sa police et sa justice, est condamnable au moins pour non assistance à personne en danger.

CECOS : UNITE DE SECURITE OU RAMASSIS DE CRIMINELS ?

A la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan), un sergent de police détaché au CECOS a tué deux prisonniers le 15 février dernier. Ces prisonniers avaient fait une tentative d'évasion qui avait échoué. Lorsqu'ils furent interrogés pour connaître de quelles aides ils avaient bénéficié, ils ont désigné des agents du CECOS à qui ils disent avoir remis 10 000f. C'est à cet instant que sans autre forme de procès l'agent du CECOS les a abattus à bout portant devant les gardes pénitentiaires et certains prisonniers. Un crime de sang froid qui est caractéristique de cette unité. Les agents de cette unité sont des champions des exécutions sommaires. Cet acte est révoltant mais il n'est ni le seul ni un cas isolé.

On attendait donc des condamnations et des sanctions qui pouvaient aller jusqu'à la suppression du CECOS.

C'est le ministre des Droits de l'Homme qui s'est exprimé au nom du

gouvernement. Il a déploré : « le peu de discrétion observée pour commettre la violation que je dénonce, rend très difficile son passage sous silence ». Aurait-il voulu des crimes sans témoin ? Certainement. Ça aurait été ainsi facile pour lui de ne rien faire ni dire comme d'habitude.

Ensuite, il poursuit en disant que ce policier « ternit l'image de marque de cette unité ». Se trouve t-il en Côte d'Ivoire ? Depuis longtemps le CECOS est considéré comme un ramassis de voleurs et de criminels par la population.

Combien de meurtres sont commis par les corps habillés ? Il n'y a jamais eu de condamnation sérieuse. Ce qui fait qu'aujourd'hui beaucoup pensent avoir droit de vie ou de mort sur ceux qui ont affaire à eux. Il n'y a qu'à voir tous ces meurtres de chauffeurs de taxis ou de prétendus bandits ! L'impunité a été érigée en loi.

L E U R S O C I E T E

LA CIE TUE À KOUMASSI CAMPEMENT

Le 14 Mars dernier, à Koumassi Campement, la CIE a procédé encore une fois à une descente musclée, accompagnée de policiers armés jusqu'aux dents pour le démantèlement des "faux compteurs".

C'est depuis plusieurs mois que la Compagnie ivoirienne d'Electricité procède à l'enlèvement des compteurs dans ce quartier précaire. Mais une fois le compteur enlevé, il fallait casquer 100.000 F à 150 000 F pour la restitution. Cette fois-ci, les populations excédées, ne voulaient plus l'entendre de cette oreille. Elles ont manifesté leur désapprobation empêchant l'accès du quartier aux agents de la CIE. Mais les policiers visiblement prêts à mâter, n'ont pas hésité à bastonner quiconque voulait résister. Les forces de l'ordre, comme elles savent si bien le faire, ont gazé les manifestants et ont tiré à balles réelles faisant plusieurs victimes. Bilan de l'opération : cinq blessés officiellement

dont l'un avec tous ses intestins dehors.

Sur ce coup là, les responsables de la CIE et les autorités ont fait preuve de leur mépris cynique envers les populations pauvres et les classes laborieuses. Sinon comment comprendre qu'on puisse ouvrir le feu sur une population désarmée, et jeter des grenades lacrymogènes dans un hôpital qui abrite plusieurs malades dont des femmes enceintes et des nouveaux-nés?

Aujourd'hui, s'il existe beaucoup de fraudes en matière d'électricité, c'est tout d'abord parce que, les conditions d'accès à un compteur sont tout aussi difficiles que chères. De plus, le prix de l'électricité ne cesse d'augmenter avec la complicité de l'Etat, sans compter les nombreuses taxes qui ne sont que des occasions pour rançonner les populations.

VIVE LA LUTTE DES POSTIERS

Les agents de la poste sont en grève depuis plus d'un mois maintenant. Leur syndicat le SYNAPOSTEL ne veut plus de Zéhi Sébastien le DG de la poste qui est accusé de malversations.

Les agents sous sa gestion ont eu des retards de salaire de plusieurs mois. C'est suite à cela qu'un mouvement de grève avait été entamé

par les postiers. Ainsi une première action en justice avait conduit à la révocation du DG de la poste jusqu'à ce que toute l'affaire soit tirée au clair. Il a même été temporairement remplacé par un DG intérimaire. Mais rebondissement dans l'affaire, Zéhi Sébastien revient à la charge avec une autre décision de justice de la cour d'appel qui le rétablissait dans ses droits. Aujourd'hui c'est à coup de

L E U R S O C I E T E

loubards et de policiers que Zéhi et ses partisans se battent pour le contrôle des agences de la poste.

Les agents quant à eux tiennent bon et font de leur mieux pour que leur mouvement soit général. Ils ne voudraient pas que le DG qui a dû répondre de malversations et de mauvaise gestion soit de nouveau à leur tête. Et pour ça, ils ont raison de se battre.

Il faut noter que la poste de ce pays est un service public donc sous le contrôle de l'Etat. Le silence observé

par le gouvernement dans cette affaire est donc déplorable, surtout que les petites gens en sont pénalisés. Ceux qui ont de l'argent dans les caisses d'épargne ne peuvent y avoir accès. Faire parvenir un colis, une lettre ou un mandat à un parent n'est pas possible aujourd'hui pour beaucoup de zones où il n'y a que la poste.

Dans cette période où le gouvernement et le président à sa tête, s'insurgent contre tous ceux qui se mettent en lutte, la solidarité de tous est indispensable aux postiers en grève.

APRES LES DECHETS TOXIQUES, LE PRESIDENT FAIT UN ARRANGEMENT SUR LE DOS DES VICTIMES

Mi février, le président Gbagbo est s'est mis d'accord sur un règlement à l'amiable avec la société Trafigura. On se souvient qu'en août 2006 un bateau, le Probo Koala appartenant à ce groupe avait déversé dans Abidjan et ses environs des quantités de produits toxiques. Cela avait causé l'intoxication de milliers de personnes. Aujourd'hui on chiffre à 15 le nombre de personnes qui sont mortes suite à l'inhalation de l'odeur des déchets déversés.

Les manifestations qui ont fait suite à ce scandale avaient poussé le premier ministre Charles Konan Banny à faire une pseudo démission de son gouvernement. Les ministres dont la responsabilité était engagée ont été limogés de leur poste. Certains hauts placés de la douane, de la marine, et du district d'Abidjan avaient aussi connu une suspension temporaire. Le président avait alors promis de traquer les responsables où qu'ils soient. On avait même envoyé une délégation

d'enquête pilotée par le procureur de la république en Estonie.

Les résultats de ces enquêtes si tant est qu'elles ont vraiment eu lieu, resteront dans le secret des coulisses du gouvernement. Car avant même que les enquêtes ne situent clairement les responsabilités dans le scandale, le président avait pris sur lui-même de blanchir certains de ses proches qui étaient fortement impliqués dans le scandale. On sait comment Marcel Gossio et Gnamien Konan respectivement directeur général du port et de la douane ainsi que le gouverneur du District d'Abidjan, Pierre Amondji ont été rétablis à leur poste.

Aujourd'hui, officiellement le déversement des déchets toxiques est consécutif à un accident. La responsabilité de Trafigura est déchargée dans cette affaire. La Côte d'Ivoire renonce à toutes poursuites et toutes actions contre la société polluuse, aujourd'hui et demain. De

L E U R S O C I E T E

ce fait tous ceux qui avaient été arrêtés dans le scandale des déchets toxiques sont aujourd'hui en liberté. Toute cette opération n'a coûté que 100 milliards de francs CFA. C'est là, le prix du silence du président. A ce montant là, il ferme les yeux sur les morts et les malades d'aujourd'hui et s'engage à ne pas assister ceux qui voudraient entreprendre des actions. Les

complications qui peuvent survenir à l'avenir ne comptent pas non plus.

Mais c'est sans compter sur la détermination des malades et surtout de leurs familles valides qui sont tous déterminés à ce que réparation soit faite sous formes de prise en charge et de dédommagements conséquents. Ils n'ont pas dit leur dernier mot.

LE SCANDALE DES MAL-LOGES A ABIDJAN

Une enquête effectuée par le quotidien Fraternité-matin montre que de nombreux adolescents, faute de domicile, dorment dans des locaux à l'abandon. Selon cette enquête, chaque nuit, certains « apprentis » c'est-à-dire des aide-chauffeurs de camions et de "gbaka", des enfants de la rue et bien d'autres personnes venues se débrouiller à la gare d'Adjamé disputent les hangars, les magasins de fortune, c'est-à-dire sans porte ni confort, tables et bancs des vendeuses.

Ce phénomène prend de l'ampleur dans diverses communes d'Abidjan. Mais celle qui est la plus touchée est celle d'Adjamé. Dans cette ville à partir de 24 heures les hangars qui sont situés le long de la voie qui part de l'église universelle à la gare routière en passant par "Renault" sont transformés en dortoir. Ce sont des gamins de 14 ans à 20 ans qui forment la majorité de ces personnes. Mais il y a aussi des personnes adultes qui sont soit au chômage soit ils font de petits boulots par-ci par-là qui ne leur permettent pas de se payer un loyer qui squattent aussi ces endroits.

Voici ce que dit un des adolescents : « on ne se connaît pas tous. Lorsque tu arrives de tes

débrouillardises tard dans la nuit, tu te couches là où tu trouves une place. Nous sommes très nombreux. Il y a des apprentis gbaka, des chargeurs de camions, des porteurs de bagages, des revendeurs de divers articles. Et il est souvent difficile de se trouver une place à partir de certaines heures. Donc souvent nous passons la nuit avec des personnes que nous ne connaissons même pas ».

Mais au-delà de cette réalité, avoir un toit pour dormir est un véritable problème pour les travailleurs à Abidjan. Depuis des années il n'existe plus de logements sociaux. L'Etat a abandonné le secteur aux privés qui construisent des maisons qui ne sont pas à la portée de la plupart des salariés. Certains travailleurs sont obligés de s'associer pour louer une pièce. C'est le cas de trois jeunes chauffeurs de gbaka qui partagent la seule pièce avec la femme de l'un des leurs. Dans certains quartiers, les loyers des maisons de deux pièces varient de 25 000 à 40 000 voire 60 000 francs. A cela il faut ajouter le montant des cautions réclamées par les propriétaires qui varient entre 150.000 et 200.000 francs, alors que le salaire minimum garanti (Smig) est de 36.000 Frs.

L E U R S O C I E T E

Les conditions de vie et de logement des classes pauvres sont

désastreuses dans cette ville, et les journalistes qui les dénoncent ont bien raison de tirer sur la sonnette d'alarme.

GBAGBO SE MOQUE DES TRAVAILLEURS

Lors d'une rencontre avec les populations akyé, venues des départements d'Alépé ; Azopé et autre, le président comme à son habitude, a fait des déclarations sur des sujets politiques d'actualité. Cette fois-ci c'était à l'encontre des travailleurs et ce n'était pas loin d'être de l'engueulade ou même de l'injure à l'endroit des travailleurs. Dans l'une de ses déclarations il dit ceci : « faire grève aujourd'hui, c'est, objectivement, aller contre la paix. Tous les ivoiriens doivent nous aider à aller à la paix ... » et plus loin il fustige « des gens à qui on donne gîte et couvert et dont on a jamais diminué le salaire ».

Ainsi, Gbagbo exerce une sorte de chantage en désignant les travailleurs qui revendiquent des

augmentations de salaire comme étant des ennemis de la paix.

Pourtant, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le budget de souveraineté de la présidence est passé de 15 milliards à 60 milliards. Et cela malgré la crise et l'état de guerre qu'il évoque. Et dans le même temps les prix de la nourriture, du logement et du transport ont tout augmenté sans que ni lui ni ses ministres n'aient à redire.

Alors, le chantage de Gbagbo est ignoble et son langage et une insulte aux travailleurs qui, malgré les conditions de vie très difficiles, continuent de se saigner pour faire tourner la société et créer des richesses.

VAGUES DE GREVES DANS L'ENSEIGNEMENT

Depuis le 19 février, les enseignants du secondaire ont débuté une grève pour revendiquer une prime de logement et un profil de carrière. Vu la cherté des produits et l'augmentation du coût de la vie, ils demandent une prime de logement de 200 000 francs. Dès l'annonce de cette grève, le ministre de l'éducation nationale comme à son habitude, a qualifié cette revendication d'irréaliste avant de proférer des menaces contre les grévistes, il les a d'ailleurs mises en exécution en faisant arrêter certains par la police et en suspendant les salaires d'autres. Par solidarité la grande majorité des enseignants a

décidé d'arrêter les cours jusqu'à ce que le ministre fasse libérer leurs camarades qui posent des problèmes réels concernant leur corporation. Après plus d'un mois de grève et de mobilisation, le ministre qui avait juré de ne pas discuter avec les grévistes, a fini par céder. Mais les discussions n'ont pas pris en compte la principale revendication. Malgré l'appel à la reprise par leur syndicat, certains enseignants regroupés dans un comité appelé Coordination des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (CES-CI) restent sur leur position parce que les revendications

L E U R S O C I E T E

principales n'ont pas été prises en compte.

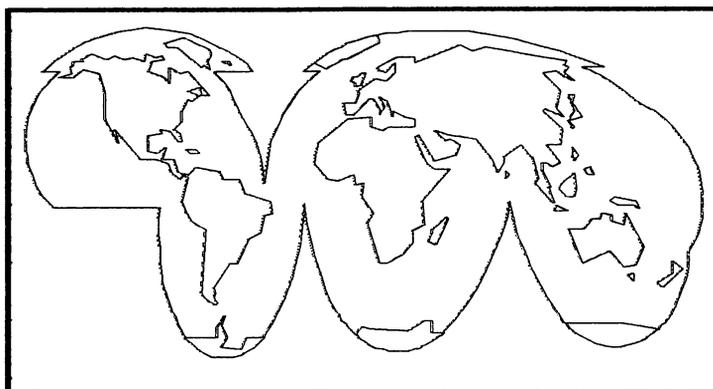
En plus des enseignants du secondaire, ceux du supérieur aussi observent un arrêt depuis le 26 février. Ils protestent contre le fait qu'aucun des problèmes posés l'année précédente lors de leur grève d'un mois n'a trouvé de solution. Ils ont été reçus par le président qui leur a fait encore des promesses comme l'an dernier. Ils ont aussi fait la promesse de suspendre leur mouvement mais après une assemblée générale. Pour le moment c'est le statu quo sur les campus.

Ceux du primaire menacent aussi d'entrer en grève en avril si les accords signés avec leur ministre n'étaient pas en début d'exécution. Le ministre affirme que l'exécution de cet

accord ne relève plus de son sort mais de celui de ses homologues de la fonction publique, du plan et du développement.

Dans l'ensemble, les raisons évoquées par le gouvernement pour ne pas faire face à ces différentes revendications sont toujours les mêmes. Il prétexte de la situation de guerre. Mais à l'opposé, l'on constate que le train de vie des "refondateurs" n'a pas baissé malgré la crise. Par ailleurs, d'énormes sommes sont englouties dans des manifestations des partisans du régime telles que celle que Blé Goudé dirige aujourd'hui appelée "caravane de la paix". Pour ces choses, il y a de l'argent à dépenser. La grève des enseignants est légitime et ils ont bien raison de ne pas baisser les bras.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

(Convention People's Party). Alors qu'il était en prison, son parti remporte une victoire électorale lors des élections municipales en 1950 (22.780 voix sur 23.122 votants). Il est libéré en 1951 puis nommé Premier ministre en mars 1952. D'un commun accord avec la puissance coloniale, la date de 6 mars 1957 est fixée pour l'indépendance officielle. Lors de la célébration de la cérémonie de l'indépendance, Nkrumah commença par lire la déclaration officielle de l'indépendance signée par la reine d'Angleterre en la présence, entre autres, de la duchesse de Kent représentant la reine, du vice-président américain Richard Nixon. C'est dire à quel point Nkrumah, n'était pas la bête noire de l'impérialisme comme tendent à le montrer ceux qui se réclament de lui aujourd'hui. Très vite, il montra son vrai visage de dictateur.

Entre 1960 et 1965 le pays traversa une grave crise économique liée à la chute brutale du prix de cacao. Une inflation galopante ruina les populations les plus déshéritées. Une vague de mécontentement traversa le pays lorsque que Nkrumah décida d'augmenter considérablement les impôts frappant les plus démunis. Des grèves éclatèrent, chez les fonctionnaires et les enseignants notamment. Nkrumah n'hésita pas à réprimer les opposants à sa politique. Il les mit en prison. En 1964, il instaura le parti unique et se nomma "président à vie". Le peu de liberté d'expression qui existait sous l'époque coloniale fut liquidé.

Le 24 février 1966, alors qu'il se trouvait en voyage officiel, un coup d'Etat militaire le destitua devant la quasi-indifférence sinon le soulagement de la population excédée par sa politique impopulaire. Il passa le

reste de sa vie en exil et mourut le 27 avril 1972 à Bucarest en Roumanie.

On dit dans le milieu nationaliste que Nkrumah fut un "progressiste", "grand visionnaire" et qu'il est le "père du panafricanisme" puisqu'il a parlé lors de ses discours de fonder "les Etats-Unis d'Afrique". Mais son panafricanisme est à la mesure de son anticolonialisme. C'est-à-dire que cela reste au niveau de l'incantation. Les discours ne résistent pas à la réalité des faits. Certes, il fut un de ceux qui ont été à l'origine de la création de l'OUA en 1963. Mais cette organisation n'a jamais été autre chose qu'une sorte de syndicat de dictateurs africains. Un de ses fondements majeurs stipule clairement "l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation". On y parle beaucoup de "l'Unité Africaine" parce que cela fait "progressiste" sans frais.

Certes, Nkrumah et Sékou Touré créèrent à la fin de 1958 l'"Union Ghana-Guinée" et ont présenté cette union comme "le noyau des Etats-Unis de l'Ouest africain", puis ils ont étendu cette union au Mali de Modibo Keita en avril 1961, mais cela ne resta que de l'ordre du virtuel et de l'éphémère d'autant plus que ces trois pays n'ont aucune frontière commune entre eux.

Aujourd'hui, un dictateur comme Khadafi se réclame volontiers être l'héritier de Nkrumah en matière de "panafricanisme" et il est question lors du prochain sommet de l'Union Africaine qui aura lieu dans la capitale ghanéenne de reparter de la création des "Etats-Unis d'Afrique". Mais il est illusoire de penser que cela se concrétisera un jour sous la direction de nos dictateurs accrochés à leur appareil d'Etat et à leurs frontières. Ils

IL Y A 50 ANS, LE GHANA DE KWAME NKRUMAH ACCÉDAIT A L'INDÉPENDANCE

Premier pays d'Afrique noire à accéder à l'indépendance, le Ghana servit aux deux grandes puissances coloniales, l'Angleterre et la France, de test grandeur nature, pour acheminer l'ensemble de leurs colonies d'Afrique sub-saharienne vers une indépendance "accompagnée", sans rupture violente de telle sorte qu'elles puissent continuer de piller les richesses naturelles du continent et d'exploiter ses populations.

Contrairement à l'idée que tentent de propager les militants nationalistes africains, Kwame Nkrumah, le premier chef d'Etat du Ghana n'avait rien de "radical" ni dans sa vision du monde, ni dans sa lutte anticolonialiste. Il se voulait au contraire "pacifiste", même si, à la suite des émeutes qui éclatèrent en février 1948, il fut mis en prison avec toute la direction de son parti, l'UGCC.

Après la seconde guerre mondiale le mouvement anticolonialiste se développait dans toutes les colonies britanniques et françaises, aussi bien en Asie qu'en Afrique. Des émeutes, des grèves massives voire des insurrections éclataient un peu partout. Tout en n'hésitant pas à réprimer féroce-ment ces mouvements, les dirigeants des grandes puissances coloniales commençaient à sélectionner et à former les élites locales, autant que cela leur était possible, en vue de les placer à la direction des futurs Etats indépendants. Dans certaines colonies comme au Vietnam ou en Algérie, ils avaient affaire à des mouvements nationalistes radicaux soutenus par les masses populaires où l'indépendance fut arrachée par les armes. Mais dans la plus part des colonies d'Afrique noire, mis à part les colonies

portugaises et le Cameroun, l'accession à l'indépendance se fit sous la direction du colonisateur. Le découpage des grands ensembles coloniaux en petits morceaux entourés de frontières ne tenant compte ni de la géographie, ni de la répartition des populations a été entamée dès cette époque pour installer les futurs appareils d'Etat africains.

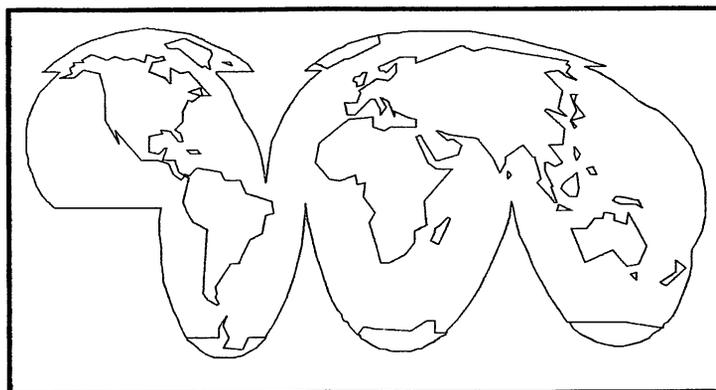
Dans les années 1920, la Gold Coast (ancien nom du Ghana), était la colonie britannique la plus prospère dans cette région d'Afrique. Tandis que la plus grande partie de cette colonie fut placée sous "administration directe", le territoire Achanti et le Nord bénéficièrent d'une "administration indirecte" permettant aux chefs coutumiers de participer à un "conseil législatif indigène" à partir de 1925. Mais ce n'est qu'après la Seconde guerre mondiale que se développa la vie politique locale.

Kwame Nkrumah, né en 1909, commença sa carrière comme enseignant dans une école religieuse. En 1935 il part aux Etats-unis pour y continuer ses études. Au contact des élites noires américaines et caraïbéennes il fait connaissance avec les idées ambiantes du panafricanisme auquel aspiraient ces élites. Après un séjour de 10 ans aux USA il s'établit à Londres où il prend contact avec la diaspora de son pays. Il y côtoie également les futurs dirigeants nationalistes africains comme Jomo Kenyatta (Kenya) ou Julius Nyerere (Tanzanie) au sein du Mouvement Pan Africain dont il devient secrétaire général lors du 5^{ème} congrès à Manchester en 1945. Deux ans après, en 1947, il rentre définitivement au Ghana. En 1949 il quitte l'UGCC et fonde son propre parti, le CPP

ne voudront jamais sacrifier ce qui leur permet d'obtenir des privilèges sur le dos de leurs populations. Cela ne pourra se réaliser que contre eux et contre l'impérialisme qui trouve un intérêt dans l'émiettement du continent africain pour mieux dominer les populations. Cela nécessitera l'existence de grands partis influents

au sein des classes pauvres et défendant réellement leurs intérêts contre tous les exploiters. Cela passe aussi par la lutte contre le nationalisme, l'ethnisme ou le régionalisme. C'est une des tâches de ceux qui se réclament des idées communistes révolutionnaires.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.